

Isabelle Facon

Maître de recherche, Fondation pour la
recherche stratégique

La communication dans le domaine de la « dissuasion stratégique » : le cas de la Russie*

Dans le débat russe, la notion de dissuasion stratégique n'est pas restreinte aux enjeux du nucléaire, même si ceux-ci en sont partie intégrante et restent particulièrement mis en avant dans les documents officiels définissant ce concept. Ce dernier a été précisé au cours des dernières années, reflétant à la fois des évolutions liées à la modernisation des forces conventionnelles russes (rendant les autorités russes plus confiantes dans la solidité de leurs options militaires non nucléaires) et la perception, en parallèle, d'une dégradation sans précédent de l'environnement stratégique du pays, surtout dans la « direction stratégique Ouest », vision qui intègre d'ailleurs le développement par les États-Unis de moyens militaires susceptibles de dévaluer l'importance des outils nucléaires.

Un document d'orientation du développement des forces armées produit en 2003 par le ministère de la Défense utilisait ce concept,

décrivant les buts de la « dissuasion stratégique » comme suit : « en temps de paix, prévenir les pressions s'appuyant sur la force (*silovoe davlenie*) et l'agression contre la Russie et ses alliés ; en temps de guerre, procéder à la désescalade de l'agression (mettre un terme aux actions militaires à des conditions acceptables pour la Russie, infliger des dommages appropriés à l'adversaire) »¹. La « désescalade de l'agression » était définie de la manière suivante : il s'agit de « forcer l'adversaire à cesser son action militaire en le menaçant d'exécuter, ou en exécutant, des frappes d'intensité variable, au moyen d'armes classiques et/ou nucléaires ». Les forces doivent être dans un état et à un niveau

* Document clos en décembre 2017.

1. *Aktoual'nye zadatchi razvitiia vooroujennykh sil Rossijskoï Federatsii* [Objectifs actuels du développement des forces armées de la Fédération de Russie], Ministère de la Défense, 2003, p. 41.

« garantissant d'infliger les dommages appropriés à un agresseur en toute circonstance »².

Par la suite, les notions de dissuasion stratégique et de dissuasion nucléaire semblent parfois être employées indifféremment par les officiels russes. Par exemple, le président Poutine, lors d'une réunion avec le Collège du ministère de la Défense en 2010, a semblé assimiler « potentiel de dissuasion stratégique » et « armement nucléaire » (« nous n'avons pas besoin d'accroître le potentiel de dissuasion stratégique, même si la détention de l'arme nucléaire est une condition déterminante pour que la Russie puisse mener une politique indépendante lui permettant de conserver sa souveraineté et visant au maintien de la paix et la prévention de tout conflit militaire ainsi qu'à contribuer au règlement de situations post-conflits »). Plus tard, il évoquait le « potentiel de dissuasion nucléaire ».

La Stratégie de sécurité nationale de décembre 2015 précise la notion de « dissuasion stratégique » : « A fins d'assurer la dissuasion stratégique et la prévention des conflits militaires, des mesures politiques, militaires, militaro-techniques, diplomatiques, économiques, informationnelles et autres, liées entre elles, sont conçues et réalisées, visant à prévenir l'emploi de la force militaire à l'encontre de la Russie, à défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale. La dissuasion stratégique et la prévention des conflits militaires sont réalisées par le maintien du potentiel de dissuasion nucléaire au niveau suffisant et des forces armées de la Fédération de Russie, des autres forces ... au niveau voulu de préparation opérationnelle ». Un an plus tôt, la doctrine militaire renouvelée (décembre 2014) listait en second parmi les principales missions des forces russes en temps de paix (sur 18) la « dissuasion stratégique (nucléaire et non nucléaire), incluant la prévention des conflits militaires ». Elle définissait la dissuasion non nucléaire comme suit : « un système de mesures de politique étrangère, militaires et militaro-techniques visant à prévenir une agression

2. Dans un encadré, les « dommages appropriés » sont définis comme des « dommages subjectivement inacceptables pour l'adversaire, qui excèdent les bénéfices que l'agresseur escompte réaliser en employant la force militaire » (p. 42). L'on notera ici que le statut de ce document, unique en son genre, du moins parmi les documents non classifiés, n'est pas clair, ce qui ne signifie pas qu'il ne serait qu'anecdotique. Publié en russe et en anglais, rédigé alors que le ministre de la Défense était une personnalité très proche du président (S. Ivanov), il se peut qu'il ait eu pour principale vocation d'annoncer un tournant après plus de dix ans de sous-investissement politique et financier de l'État russe dans l'outil militaire et de signaler la fermeté de la volonté de Poutine de reprendre en mains la politique de défense et la réforme des armées, ce qui s'est effectivement progressivement vérifié par la suite.

contre la Fédération de Russie par des moyens non nucléaires ».

Ainsi, la dissuasion stratégique désigne un ensemble de mesures variées, incluant des mesures hors du domaine du militaire, et propose, dans le domaine militaire, un continuum entre les différents types d'options militaires. La définition la plus précise et la plus générique disponible dans les textes russes à caractère officiel se trouve dans l'Encyclopédie des Forces de missiles stratégiques (RVSN). Celle-ci n'est pas traduite en langues étrangères. La question de ce que recouvre la notion de « dissuasion stratégique » en Russie ayant suscité de nombreuses interrogations dans les pays occidentaux ces dernières années, l'absence de définition circonstanciée sous une forme immédiatement accessible pour le plus grand nombre d'observateurs internationaux (autre que très elliptique depuis le Livre blanc de 2003, dans un contexte stratégique qui s'est profondément transformé) traduit peut-être la volonté des autorités russes de cultiver une certaine confusion – une posture récurrente de leur part, visant à entretenir le doute quant à leurs approches sur des enjeux sécuritaires cruciaux.

Il semble qu'à la fin des années 2000, les autorités russes aient souhaité réduire le rôle des armes nucléaires dans les phases initiales d'un conflit, rôle qui était mis en avant dans la période antérieure par la force des choses (dans la perspective russe, marquée par la crise des forces conventionnelles dans les décennies 1990 et 2000 sur fond de perception d'un environnement stratégique menaçant après le Kosovo et l'Irak). Cela s'est traduit par le développement de ce qu'elles désignent comme des capacités de dissuasion non nucléaires – missiles de croisière, missiles balistiques à courte portée permettant des frappes précises, défenses antimissiles, défenses antiaériennes, moyens permettant de perturber le fonctionnement des systèmes C4ISR, moyens cyber... Une partie de ces capacités a fait l'objet d'une certaine publicité dans le cours des opérations militaires russes en Ukraine et en Syrie afin de valider le retour de la Russie comme puissance militaire conventionnelle moins dépendante de ses armes nucléaires pour défendre ses intérêts perçus. Ces moyens s'illustrent également dans l'effort fourni par les autorités russes depuis plusieurs années pour renforcer les zones qu'elle estime les plus exposées à une menace potentielle (OTAN) – Baltique, mer Noire, Arctique...

Cela ne signifie cependant pas un moindre intérêt de la Russie pour la dissuasion nucléaire. Celle-ci demeure la carte de sécurité ultime, *a fortiori* dans un contexte où Moscou

Dissuasion stratégique –

Définition tirée de l'Encyclopédie des forces de missiles stratégiques

(en ligne sur le [ministère russe de la Défense](#))

Système cohérent de mesures fondées ou non sur la force mises en œuvre de manière consécutive ou simultanée par une partie (un sujet, une coalition d'acteurs) à l'encontre d'une autre (un objet, une coalition de parties) en vue de l'empêcher d'entreprendre toute action de force porteuse ou susceptible d'être porteuse d'un dommage d'envergure stratégique pour la première partie. Il peut s'agir, entre autres : d'une pression par la force ou d'une tentative de pression par la force de l'objet à l'encontre du sujet, d'une agression de l'objet à l'encontre du sujet ou de préparatifs en ce sens, de l'escalade d'un conflit militaire par l'objet. La réalisation de la dissuasion stratégique est fondée, en règle générale, sur le principe d'« empêchement de la victoire » (*nedopouchtchenie pobedy*). Dans certaines circonstances, la dissuasion stratégique peut reposer sur le principe de « dévaluation de la victoire » (*obestsenivanie pobedy*). La dissuasion stratégique vise à la stabilisation d'une situation militaro-politique. Les objets³ de l'action menée dans le cadre de la mise en œuvre de la dissuasion stratégique peuvent être le *leadership* militaro-politique et l'opinion publique de l'État (de la coalition d'États) de l'adversaire (l'agresseur) potentiel. [...]

Dans les conditions actuelles et dans une perspective d'avenir proche, la Russie est contrainte, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures reposant sur la force dans le cadre de la dissuasion stratégique, de s'appuyer principalement sur les forces nucléaires dans leur ensemble et sur les [forces de missiles stratégiques], leur principale composante, en particulier.

constate que l'environnement de sécurité dans les rapports avec les pays occidentaux se durcit, ce qui contrebalance le sentiment de renforcement du niveau de sécurité procuré par la modernisation des forces conventionnelles. On peut cependant supposer que cela relègue potentiellement le recours à des frappes nucléaires limitées à une moindre immédiateté dans l'échelle de l'escalade – sans pour autant les évacuer, car l'Etat-Major russe semble déterminé à disposer de la palette d'instruments la plus complète possible pour peser de manière *ad hoc* sur les types très variés de contingences auxquels il suppose pouvoir être amené à réagir. Le statut de puissance nucléaire demeure, par ailleurs, un levier d'autorité internationale indispensable pour la Russie, élément saillant dans sa communication sur la dissuasion, lui offrant un surcroît de puissance utile compte tenu de ses limites et contraintes avérées sur les autres critères de mesure de la puissance internationale, notamment économiques et démographiques.

Ces derniers temps, la Russie a fortement intensifié sa communication dans le domaine de la dissuasion stratégique telle que définie précédemment. Les opérations en Crimée, dans le Donbass et en Syrie ont donné des indications quant à l'articulation entre les différentes composantes de la panoplie d'outils composant la dissuasion stratégique, dont le volet nucléaire, particulièrement mis en valeur depuis plusieurs années et de façon **fortement accentuée** depuis le début de la

crise ukrainienne (*voir infra*). Les responsables occidentaux ont été nombreux à juger irresponsables les signaux russes en la matière. L'ancien Secrétaire à la Défense Ashton Carter aura ainsi dénoncé le « niveau de rhétorique » de la Russie sur le nucléaire⁴. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a déploré, outre l'expansion spectaculaire du nombre de vols de bombardiers stratégiques russes au cours des dernières années, le fait que, non contente d'être intervenue militairement en Crimée et en Ukraine orientale, la Russie « utilise ... aussi la rhétorique nucléaire et un nombre accru d'exercices nucléaires comme partie intégrante de [sa] posture de défense »⁵.

Les analyses portant sur la fréquence et la vigueur de la rhétorique nucléaire russe soulignent que Moscou s'est appliquée à « créer la perception que le président Vladimir Poutine 'utilise' les armes nucléaires chaque jour, et qu'il peut choisir parmi une large gamme d'options nucléaires »⁶. Elles jugent également impossible d'exclure que la « gesticulation nucléaire » russe, au-delà de traduire une posture d'intimidation, peut aussi suggérer des implications opération-

4. Secrétaire à la Défense Carter, cité in G. Dyer and A. Barker, « Nuclear Deterrent on NATO Agenda amid Rise in Russian Rhetoric », *Financial Times*, 25 juin 2015. Un niveau de rhétorique qu'il aura ainsi qualifié : « so out of tune with the times and the way responsible world leaders have conducted themselves with respect to talking about what are very fearsome weapons ».

5. Ibid.

6. Jacek Durkalec, « NATO Must Adapt to Address Russia's Nuclear Brinkmanship », *European Leadership Network*, 30 octobre 2015.

3. Dans le sens de « cibles », « destinataires ».

nelles préoccupantes. Des politologues russes (que l'on peut situer dans l'opposition au pouvoir en place) suggèrent que le pouvoir russe pourrait se lancer dans un chantage nucléaire pour sécuriser des gains après un bref conflit ; tel est ainsi l'avis d'Andrei Piontkovski⁷. La Russie verrait ainsi l'arsenal nucléaire non pas uniquement comme un outil de dissuasion mais aussi comme un levier de coercition permettant de modifier un *statu quo* en fonction de ses *desiderata* politiques et stratégiques⁸. La Russie pourrait-elle tenter des aventures (par exemple dans les États baltes) à l'abri de son parapluie nucléaire, dont l'effet dissuasif serait d'autant plus crédible que la Russie l'aurait fortement valorisé dans son positionnement international, érodant la détermination des alliés de ces États ? Des commentateurs déplorent la posture russe, qu'ils assimilent à des « menaces nucléaires ouvertes », parce qu'ils craignent qu'elle puisse constituer un modèle que d'autres pays – Corée du Nord, Pakistan – pourraient être tentés de suivre⁹.

Les vecteurs de la communication dans le domaine de la dissuasion stratégique : les documents stratégiques de la Fédération de Russie

Les principaux aspects de la politique et de la doctrine nucléaires russes sont exposés dans les documents stratégiques qui encadrent la politique de sécurité et de défense russe – principalement le Concept (ou Stratégie) de sécurité nationale et la doctrine militaire. Régulièrement renouvelés (pas forcément simultanément), en fonction de l'évolution du contexte international et interne, ils sont préparés au sein du Conseil de sécurité et sont approuvés par oukase présidentiel. Contrairement au document stratégique qui encadre la politique extérieure (Concept de politique étrangère), les autorités russes ne proposent pas de traduction de ces deux documents, très génériques et peu détaillés, en langues étrangères. Cela crée une « barrière à l'entrée » de fait – certes pas insurmontable – qui signifie l'absence de volonté particulière de communiquer sur ce sujet à l'international, et renforce l'impression d'opacité et d'incertitude quant aux orientations de la politique russe de dissuasion stratégique et nucléaire.

7. Neil Buckley, Sam Jones, Kathrin Hille, « Russia: Putting the 'Nuclear Gun' Back on the Table », *Financial Times*, 15 novembre 2016.

8. Jacek Durkalec, « NATO Must Adapt... », *op. cit.*

9. Paul I. Bernstein, « Making Russia Think Twice about Nuclear Threats », *War On The Rocks*, 9 mars 2016.

Concept (Stratégie) de sécurité nationale

Ce document appréhende les questions de sécurité au sens large, englobant les enjeux internes et internationaux. Sur le nucléaire militaire, le dernier document (2015) évoque, en termes extrêmement succincts : les menaces liées au nucléaire (prolifération, actes de terrorisme nucléaire), la sûreté des sites sensibles, dont ceux du complexe nucléaire, le positionnement de la Russie sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Le seul élément concernant la politique nucléaire militaire évoque la nécessité, dans le cadre de la stratégie de dissuasion stratégique, de maintenir le potentiel russe « au niveau suffisant » – sans plus de précisions sur ce que cela recouvre concrètement.

Doctrine militaire

La doctrine militaire précise peu de choses sur la dissuasion stratégique, y compris sa dimension nucléaire. A titre d'exemple on peut se pencher sur le contenu de la doctrine militaire en vigueur, adoptée le 26 décembre 2014 afin de positionner la question de la « dissuasion stratégique ». Celle-ci vient en second parmi les tâches principales des Forces Armées et des autres forces en temps de paix, qui sont, entre autres, de défendre la souveraineté de la Fédération de Russie, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire ; d'assurer la dissuasion stratégique (nucléaire et non-nucléaire) y compris prévention des conflits militaires ; de maintenir (..) les forces nucléaires stratégiques (..) à un niveau qui garantisse [d'infliger des] dommages inacceptables à l'agresseur en toute situation – sans précision là non plus. Parmi les principales tâches en matière de dissuasion et de prévention des conflits militaires figure le maintien du « potentiel de dissuasion nucléaire au niveau suffisant ». Par ailleurs, il est expliqué que « *la Fédération de Russie se réserve le droit d'employer des armes nucléaires en riposte à l'emploi d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive contre elle et/ou ses alliés, ainsi qu'en cas d'agression contre la Fédération de Russie au moyen d'armes classiques dès lors que l'existence même de l'État est menacée* ». Sont également évoquées brièvement les menaces pesant sur les forces stratégiques.

Il n'y a pas d'accord entre les experts quant au possible contenu du document classifié sur le nucléaire adopté en même temps que la doctrine militaire – composition des forces ? programmes de modernisation des armements nucléaires ? scénarios d'emploi ?, etc. Pour de nombreux spécialistes russes comme occidentaux, il s'agit probablement – comme c'est le cas pour les puissances nucléaires occidentales – d'un texte de planification et de

mise en œuvre programmatique. Un responsable militaire russe, Iouriï Balouevskiï, ancien chef de l'État-Major et cheville ouvrière des deux dernières doctrines militaires (2010, 2014), est d'ailleurs allé dans ce sens en disant que cette annexe contient les plans de défense et évoque : ennemis potentiels, partenaires, système de dissuasion nucléaire, utilisation des forces nucléaires stratégiques dans les périodes exceptionnelles... Dans tous les cas, il paraît plausible que ce document précise et étaye – plutôt qu'il ne contredit – les clauses sur le nucléaire présentes dans les documents stratégiques rendus publics. Il est cependant probable que l'évocation récurrente de l'existence de ce document classifié, sur lequel les responsables russes ne sont pas diserts, participe de la communication classique sur la dissuasion stratégique et nucléaire, sujet confidentiel par excellence sur lequel la Russie entretient volontairement une certaine opacité (en tout cas sur les postulats doctrinaux, l'état des programmes de modernisation de la triade stratégique étant par ailleurs mieux documenté, voir *infra*).

Le Concept de politique étrangère, présenté par le Conseil de sécurité comme encadrant la politique de l'État russe en matière de sécurité internationale, mentionne également le nucléaire, mais uniquement sur les enjeux internationaux (préservation de la stabilité stratégique, désarmement, lutte contre la prolifération) – enjeux dont les autorités russes soulignent régulièrement les possibles incidences sur les orientations de la politique de dissuasion nucléaire nationale.

Certaines données – par exemple sur la composition optimale de l'arsenal nucléaire stratégique souhaitée par les autorités russes, sur l'état des lieux de la modernisation de la triade... – sont précisées dans les discours de certains officiels civils ou militaires. Ces discours permettent en particulier de faire connaître au public interne et international la place privilégiée (prioritaire) qu'occupent les forces nucléaires stratégiques dans l'effort financier consacré à la Défense (voir *infra*, sur le thème de la « résurgence nucléaire »), ce qui vise à appuyer la crédibilité de la dissuasion.

D'une manière générale, les informations officielles disponibles sont nettement moins fournies et détaillées que peuvent l'être les équivalents américains. L'état des lieux de l'arsenal nucléaire stratégique fait l'objet d'une transparence beaucoup plus importante (déclarations d'officiels sur les entrées en service de nouveaux systèmes, rapports dans le cadre des vérifications du traité *New Start...*) que l'arsenal nucléaire non stratégique. Ce manque de transparence (ce

« silence ») délibéré a paradoxalement permis aux autorités russes de renforcer leur communication concernant les options offertes par cet arsenal dans le cadre d'un conflit conventionnel en nourrissant l'inquiétude de la communauté internationale quant aux doctrines et postures liées à ces armements.

Les acteurs de la communication dans le domaine de la dissuasion stratégique

Les communications d'officiels sur le nucléaire militaire ne sont pas rares. Le discours sur le nucléaire s'insère dans une diversité de cadres et vise, selon les circonstances, plus particulièrement le public national ou la communauté internationale. Un chercheur ayant effectué une recension sur la période 2012-2016 sur les trois principales agences de presse russes (Tass, Interfax, RIA Novosti) et sur les sites officiels de la présidence, du ministère de la Défense et des Affaires étrangères a identifié plus de 1 400 mentions portant sur le nucléaire¹⁰. Les narratifs principaux mobilisés traitent¹¹ :

- ⇒ des menaces qui, du point de vue de Moscou, pèsent sur la stabilité stratégique et l'équilibre nucléaire stratégique, et mettent en cause la poursuite du désarmement nucléaire bilatéral avec les États-Unis (narratif tourné principalement vers un auditoire extérieur, puisque le ministère des Affaires étrangères domine dans son utilisation – 63 % – suivi par les chercheurs, journalistes et *think tankers* – 16 % ; le Président de la Fédération et les responsables militaires enfin) ;
- ⇒ de l'importance de l'arsenal nucléaire comme garantie de l'indépendance et de la souveraineté de la Russie et comme dernier recours dans un conflit, dans le contexte d'une politique agressive des États-Unis, qui fait obstacle à la poursuite du désarmement nucléaire ; ces aspects sont mobilisés par tous les acteurs de la communication sur la dissuasion et visent les publics intérieur et international ;
- ⇒ du thème de la « résurgence nucléaire », qui passe par la mise en valeur des succès et des ambitions de la modernisation de l'arsenal stratégique à l'horizon 2020, justifiant les dépenses correspondantes (usage interne) et assurant que la défense

10. John DeRosa, « Mapping Russian Nuclear Narratives », *Journal of Slavic Military Studies*, 30:4, 2017, p. 510.

11. Ibid, p. 511 et suiv.

du pays est bien assurée (usage interne et externe)¹² ; pour certains observateurs, on peut relever sur ces thèmes une division du travail entre « communicants » : « *les agents militaires [qui dominent dans la formulation de cet axe] fournissent des faits vérifiables tandis que les agents civils fournissent le commentaire narratif sur la capacité des forces* »¹³.

Le Président de la Fédération de Russie

Le principal intervenant dans la communication stratégique est d'évidence le président de la Fédération de Russie, qui, compte tenu de l'organisation très centralisée du pouvoir, de la présidentialisation du régime, de la personnalisation du pouvoir autour de Vladimir Poutine et du statut de commandant en chef des armées qui lui est conféré, dispose de la légitimité pour fixer et justifier politiquement les caps en matière de politique nucléaire, de stratégie nucléaire et de doctrine nucléaire. Ces enjeux sont évoqués dans différents contextes, dont des occasions « rituelles » – adresses annuelles à l'Assemblée fédérale ; conférences de presse annuelles, allocution au Collège du Ministère de la Défense. On peut y ajouter des visites fréquentes auprès des industriels de l'armement, dont ceux du complexe nucléaire et balistique. On pense également à plusieurs de ses prises de positionnement marquantes au cours de ses multiples mandats dont le discours à la conférence de sécurité de Munich de 2007 (public cible : international), ou à son article entièrement consacré aux questions de défense et de sécurité en 2012 dans le cadre de la campagne présidentielle et dans lequel, évoquant sans le définir le potentiel de dissuasion stratégique, il revient sur l'importance des armes nu-

12. La population russe semble en tout cas « convaincue » par la communication du pouvoir sur l'importance de l'armement nucléaire. Selon un sondage du centre VTsIOM de 2010, 60 % des personnes interrogées – à une question sur la poursuite du désarmement nucléaire – considéraient que le pays devait maintenir son arsenal en l'état actuel. Un sondage du même organisme, en 2014, montrait que 76 % des Russes jugeaient nécessaire de tendre vers le désarmement nucléaire, perspective qu'ils n'étaient cependant que 19 % à juger réalisable à l'horizon 20-30 ans. Enfin, en 2016, une enquête *Levada* soulignait que pour 38 % des personnes interrogées (33 % en 2014, 13 % en 1997), c'étaient la puissance militaire et la puissance nucléaire de la Russie qui faisaient que les autres États la respectaient (*vs* ressources naturelles – 18 % (28 % en 2014), la taille du territoire – 10 %...). La même année, ce même centre interrogeait la population russe sur ce que recouvre la notion de « grande puissance » : la puissance militaire et l'arme nucléaire arrivaient en première position avec 48 % (37 % en 2008), devant le niveau de vie de la population (41 % *vs* 66 % en 2008), le potentiel économique et industriel (39 % *vs* 57 %), etc.

13. « Mapping Russian Nuclear Narratives », *op. cit.*, p. 517.

cléaires mais aussi sur la dévaluation prévisible de la dissuasion nucléaire liée à l'apparition de nouveaux types d'armement dont les effets seront comparables à ceux des armements nucléaires mais plus acceptables¹⁴.

Le discours de Vladimir Poutine sur le nucléaire dans des contextes le mettant en prise directe avec la population vise à assurer cette dernière (convaincue pour diverses raisons, y compris le poids de la propagande télévisuelle à ce sujet, de ce que leur pays est soumis à une forte pression occidentale) que le pouvoir assure la capacité de résistance du pays à cette pression et sa sécurité ; il permet aussi de justifier le coût de la modernisation de l'arsenal nucléaire stratégique.

Les adresses au Parlement

Entre 2000 et 2016, les questions nucléaires ont été abordées au Parlement en 2003, 2004, 2006, 2007, 2009, 2010, 2011, 2013, 2016, selon les axes suivants¹⁵ :

- ⇒ Modernisation des forces nucléaires (2003, 2004, 2006, 2009, 2013) ;
- ⇒ Prolifération nucléaire (2003, 2004, 2006, 2013, 2016) ;
- ⇒ Regrets sur la création de moyens susceptibles de remettre en cause la stabilité stratégique (armes dans l'espace, systèmes antimissiles, armements stratégiques conventionnels, armements hypersoniques... – 2006, 2010, 2013) ;
- ⇒ Responsabilité particulière de la Russie dans les affaires de sécurité mondiale du fait de son statut nucléaire (2006, 2016) ;
- ⇒ Désarmement nucléaire (2006, 2011).

Les conférences de presse annuelles

Entre 2000 et 2016, les questions nucléaires y ont été abordées en 2001, 2003, 2004, 2006, 2007, 2008, 2011, 2012, 2013, 2014 :

- ⇒ Responsabilité partagée de la Russie et des États-Unis comme principales puissances nucléaires (2001, 2004, 2008) ;
- ⇒ Prolifération nucléaire (2003, 2004, 2007, 2014) ;
- ⇒ Caractère opérationnel et niveau suffisant

14. Vladimir Poutine, « *Byt' sil'nymi* : garantiï natsional'noi bezopasnosti dlia Rossii » [Être forts : les garanties de la sécurité nationale de la Russie], *Rossiïskaïa Gazeta*, 17 février 2012.

15. Comme les conférences de presse annuelles, elles s'adressent plus particulièrement à l'audience interne ; elles sont néanmoins suivies à l'étranger comme discours susceptibles de « fixer » les grands sujets de préoccupation du Kremlin et ses grandes orientations de politique intérieure et internationale.

des forces nucléaires, modernisation de la triade (2001, 2006, 2015 – avec la mention de l'importance de la base de sous-marins stratégiques de Vilioutchinsk, 2016) ;

- ⇒ Le nucléaire comme élément de stature internationale (2007) ;
- ⇒ La défense antimissile comme menace pour la stabilité stratégique et le potentiel stratégique de la Russie (2008, 2011, 2012, 2013, 2016)¹⁶ ;
- ⇒ L'équilibre nucléaire stratégique comme facteur de prévention d'un conflit majeur (2012) ;
- ⇒ La conférence de presse de 2014 donnera lieu à une réponse « enlevée » du Président russe sur les critiques faites à la Russie sur la reprise des vols de bombardiers stratégiques ;
- ⇒ Le traité New Start (brève mention en 2016).

Autres acteurs officiels

On peut donc distinguer un ensemble thématique assez cohérent, le thème le moins présent étant les aspects de doctrine et de conditions d'emploi de l'arme nucléaire. Dans certaines des prises de parole présidentielles, plusieurs de ces thèmes sont mélangés, reflétant l'approche générale de la Russie sur l'importance de la dissuasion nucléaire à divers titres (sécurité, stature internationale, détermination à les préserver...) : dans la conférence de presse suite au sommet Russie-OTAN d'avril 2008, V. Poutine a ainsi déclaré que « *La prolifération des armes de destruction massive – que peut-on faire efficacement sur ce sujet sans la Russie ? Rien. La Russie est l'une des plus grandes puissances nucléaires. Non seulement nous n'avons pas bazzardé notre potentiel nucléaire, nous le développons également, et nous avons l'intention de continuer à développer toute la triade – mer, air, terre* ».

Les autres acteurs de la communication dans le domaine de la dissuasion stratégique et en particulier sur le statut nucléaire de la Russie,

16. On note toutefois une évolution du discours officiel à ce sujet – récente, peut-être à rapprocher, d'ailleurs, de l'insistance marquée de la Russie sur son statut nucléaire. Ce discours évoque désormais moins qu'avant le potentiel des défenses antimissiles en termes de « neutralisation » (ex. conférence de presse Poutine-Iouchtchenko, 2008) ou « d'annulation » (ex. conférence de presse annuelle du Président, 2012) du potentiel stratégique russe, et beaucoup plus les limites techniques des défenses antimissiles adverses ou le fait que les nouveaux systèmes introduits dernièrement dans les forces stratégiques russes leur permettent de pénétrer aisément ces défenses. Il s'agit, probablement, de crédibiliser les moyens de dissuasion nucléaires russes dans un contexte stratégique plus tendu.

l'état de ses forces stratégiques et, dans une bien moindre mesure, les aspects doctrinaux sont ceux auxquels leur domaine de compétence leur confère l'autorité pour ce faire : les responsables militaires (état et objectifs de la modernisation nucléaire, commentaires sur les essais et les exercices...), les diplomates (position russe sur le désarmement, la prolifération nucléaire, la stabilité stratégique), des membres de l'administration présidentielle ou du Conseil de sécurité. Il est intéressant de noter que le ministère russe de la Défense cherche désormais à maîtriser les codes de la communication. Cela vaut également pour les forces nucléaires stratégiques. Des vidéos de tirs de missiles stratégiques sont ainsi consultables en ligne, le ministère de la Défense disposant d'une chaîne sur *Youtube*¹⁷. Un effort pédagogique particulier est fourni par le ministère, avec l'encyclopédie des RVSN en ligne (les forces de missiles stratégiques, « principale composante de la triade nucléaire ») – qui offre des définitions de concepts, des informations sur des personnalités clés des RVSN et des programmes stratégiques russes, etc., en langue russe uniquement (il s'agit visiblement de valoriser l'histoire, le bien-fondé et les succès de l'effort soviétique/russe dans le domaine et d'en justifier l'importance pour la sécurité et le prestige du pays). Par ailleurs, des médias sous contrôle étatique comme *Sputnik* proposent régulièrement des articles ou des infographies riches en descriptifs techniques sur les systèmes d'armes russes, y compris nucléaires (ce qui se veut une mise en avant de la vigueur des outils de la dissuasion stratégique russe à destination du public national comme international).

Sources non officielles

Législateurs, journalistes et chercheurs contribuent aussi à la communication sur les politiques nucléaires et leur légitimation¹⁸. A cet égard, le lien avec les autorités politiques n'est pas systématique. Il est ainsi abusif de considérer que tous les articles publiés dans les revues théoriques militaires reflètent la doctrine nucléaire officielle même s'il est douteux que ces publications puissent prendre le contrepied absolu des positions des hauts responsables du pays, surtout sur des sujets de cette sensibilité. Il est en revanche possible de supposer que certains de ces articles puissent être volontairement lancés dans l'espace public pour alimenter les spéculations du côté des Occidentaux. Ceux-ci vont être d'autant

17. Par exemple lors de l'exercice des forces nucléaires stratégiques conduit en octobre 2017, *Youtube*.

18. « Mapping Russian Nuclear Narratives », *op. cit.*, p. 510.

plus enclins à considérer ces documents comme des « indices » quant à la doctrine nucléaire russe officielle que celle-ci n'est en définitive que peu commentée par les responsables politiques et militaires. Il est vrai qu'au fil des ans, dans le débat d'experts, les voix dissonantes ou apportant des éléments d'analyse ou de posture distincts de ceux proposés par le pouvoir sont de moins en moins nombreuses – ce qui reflète la dramatisation des enjeux dans le contexte « post-Ukraine » pouvant amener certains spécialistes à la réserve, à l'autocensure ou à l'alignement. Les experts proches du pouvoir ou ceux d'orientation nationaliste (qui ne sont pas rares dans le pays) relaient volontiers les messages de fermeté véhiculés au travers de déclarations officielles ou par la conduite d'exercices destinés à rappeler le statut nucléaire de la Russie, y compris dans la presse internationale ou des médias en langue anglaise. On peut citer l'exemple récent de Rouslan Poukhov, directeur du centre CAST de Moscou, expliquant comme suit le sens de la présence de Vladimir Poutine lors d'un exercice des forces stratégiques, où il a supervisé l'ensemble des opérations : « *C'est mon arme, tu peux la prendre mais seulement de mes mains froides et mortes, tel est le message que Poutine cherche à envoyer à l'Occident* »¹⁹. On pense aussi, dans un genre plus policé, à un article de Sergeï Karaganov, politologue dont les vues se veulent souvent caisse de résonance des positions du pouvoir russe sur les grands enjeux internationaux, qui postulait « *le retour de la question nucléaire à l'avant-scène de la politique mondiale* » et la « *restauration partielle du rôle des armes nucléaires* » – ce à quoi le Kremlin a largement contribué par la mise en avant massive de son statut et de ses atouts nucléaires au cours des dernières années. L'auteur n'en disconvient pas mais cherche visiblement à légitimer et « normaliser » cette posture en l'expliquant, en substance, par les dérives du recours à la force par les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide et par la redistribution rapide de la puissance à l'échelle internationale, source d'instabilité et d'incertitude²⁰ ; le politologue tend aussi à relativiser les accusations d'irresponsabilité formulées par les Occidentaux sur le « *nuclear sabre-rattling* » de Moscou : sur fond de

tension, « *la Russie a attiré l'attention internationale sur le rôle [du] facteur [nucléaire]. Au niveau de la propagande, la rhétorique va peut-être parfois trop loin, mais pour ce qui concerne le niveau officiel, cela a été assez correct* » ; quant à la propagande, poursuit-il, elle n'est pas l'apanage de la Russie – et de reprocher à l'Occident de « *diaboliser le président Vladimir Poutine et la Russie, les accusant de chantage nucléaire et de violations des traités internationaux* ».

À l'heure où la communauté internationale s'inquiète de la tendance de plus en plus marquée du pouvoir russe à verser dans une rhétorique et une démonstration de force nucléaires jugées excessives et irresponsables, il est également intéressant, dans un travail sur la communication sur la dissuasion stratégique, de relever des positionnements qui ont pu contribuer à créer un certain « brouillard » autour de la politique nucléaire russe. Il s'agit de propos évoquant la politique nucléaire en termes généralement plus durs que l'expression officielle mais émanant de personnalités dont le statut interdit d'ignorer complètement le contenu de leurs déclarations. Il en est allé ainsi des déclarations du général Iakoubov, général quatre étoiles chef des Inspecteurs au ministère russe de la Défense, qui s'était fait remarquer à l'automne 2014 en réclamant des changements radicaux (dans le sens d'un durcissement) dans la doctrine militaire, alors en cours de réévaluation, sur fond de crise ukrainienne. Ces changements devaient porter sur la place de l'OTAN dans la liste des menaces et dangers militaires (qui selon lui devait, avec les États-Unis, être désignée comme le principal ennemi de la Russie) et sur les éléments de doctrine nucléaire (avec l'intégration des conditions selon lesquelles une frappe nucléaire préventive pourrait être entreprise contre l'Alliance : « *... il est nécessaire de concevoir les conditions dans lesquelles la Russie peut réaliser une frappe préventive [preventivnyiï oudar] au moyen des forces nucléaires stratégiques russes* »²¹). Ce positionnement a contribué à ce que certains experts prêtent au document classifié sur le nucléaire annexé à la doctrine militaire (cf. *supra*) des contenus qui dépasseraient par leur radicalisme les postulats officiels de la doctrine militaire²². La question étant de sa-

19. Paraphrase de propos de l'acteur Charlton Heston lors d'une convention de la NRA (Alec Luhn, « *Russia Nuclear Missile Tests Spark 'Alien Invasion' Rumours* », *The Telegraph*, 27 octobre 2017).

20. « Si un conflit global n'a pas encore commencé, alors que toutes les conditions sont réunies pour cela ... cela doit non à telles ou telles personnes, mais aux arsenaux nucléaires et au facteur nucléaire » (Sergeï Karaganov, « 2015: A Time of Trouble and a Time of Opportunity », *Russian International Affairs Council*, 14 avril 2016).

21. « V voennouïou doktrinou RF predloženo vključit' SChA v katchestve glavnogo protivnika » [Il est proposé de faire des États-Unis l'adversaire principal dans la doctrine militaire de la Fédération de Russie], Interfax, 3 septembre 2014 ; « Russian General Calls for Preemptive Nuclear Strike Doctrine Against NATO », *Moscow Times*, 3 septembre 2014.

22. Deux jours plus tard, le général Balouevskii, ex-chef de l'État-Major et un des auteurs de la doctrine de 2010, également engagé dans le processus d'élaboration de la doctrine de 2014, semblait vouloir contredire Iakoubov, mais introduisait par ailleurs de nouvelles

voir si le pouvoir russe approuve ou encourage ce qui apparaît comme de la « communication parallèle » et si oui, à quelles fins. Autre exemple : des sources relatent une réunion « secrète » qui aurait rassemblé en Allemagne généraux américains et russes à la retraite et au cours de laquelle les participants russes auraient évoqué la possibilité d'un recours au nucléaire en cas de tentative de reprise de contrôle de la Crimée ou en cas de confrontation militaire Russie-OTAN dans les États baltes²³.

La question se pose également pour les propos d'un Dmitriï Kisieliev, dont les émissions à la télévision publique sont considérées comme une caisse de résonance pour les messages du Kremlin, à usage principalement interne. Celui-ci a évoqué, en pleine crise ukrainienne, la Russie comme « *seul pays capable de transformer les États-Unis en poussière radioactive* ». Bénéficiant de la confiance du Kremlin (qui lui a confié les rênes de *Russia Today*), il a récidivé à l'automne 2016, sur fond de bombardements russes sur Alep, en expliquant en substance que toute confrontation entre les forces américaines et russes en Syrie pourrait acquérir une dimension nucléaire²⁴. Quid, par ailleurs, des déclarations d'un député, Viatcheslav Nikonov, devant un auditoire international (GLOBSEC 2017 forum, Bratislava) sur le fait que la Russie pourrait recourir aux armes nucléaires si des forces menées par les États-Unis ou l'OTAN tentaient quelque chose en Crimée ?²⁵ Il est d'autant plus délicat de comprendre s'il s'agit là de « compléments » de la communication officielle plus ou moins orchestrés avec le pouvoir ou si ces différentes personnalités se sont « auto-allumées » que leurs propos n'ont pas été commentés, infirmés ou dénoncés par les plus hautes autorités du pays. Si certains observateurs occidentaux concluent que « *ces commentaires sont des épisodes uniques* », ne formant pas une tendance lourde et ne correspondant pas au positionnement doctrinal affiché par les autorités²⁶, on pourrait également supposer que leurs déclarations

incertitudes : affirmant qu'il n'y aurait pas, dans la nouvelle version de la doctrine, de clauses sur des frappes nucléaires préventives, ni de désignation d'ennemis potentiels, il a cependant aussi indiqué que les contenus de la doctrine de 2010 nécessitaient des correctifs, du fait des spécificités du nouvel environnement de sécurité formé par la crise en Ukraine, l'élargissement de l'OTAN, le problème antimissile... Selon lui, mais sans qu'il donne de précisions ou d'indices, les correctifs en question devront porter notamment sur les questions ayant trait au recours aux armes nucléaires.

23. « Russia: Putting the 'Nuclear Gun'... », *op. cit.*

24. Cité in *Ibid.*

25. « Veteran Russian MP Warns Moscow Could Use Nuclear Weapons if the US Makes a Move into Crimea », [The Independent Online](#), 1^{er} juin 2017.

26. « Mapping Russian Nuclear Narratives », *op. cit.*, p. 510.

aident ces dernières à attirer l'attention sur le degré perçu de gravité d'une situation internationale ; à réaliser, dans ce contexte dramatisé, l'unité de la population autour du pouvoir (renforçant ainsi le régime) ; et à contribuer à entretenir le brouillard autour de la posture réelle de la Russie sur le nucléaire – élément appréhendé comme constitutif de la solidité de la dissuasion. Il peut aussi s'agir de montrer, par effet de contraste, le caractère raisonnable des postures des autorités suprêmes – ainsi lorsque Vladimir Poutine annonce que, bien qu'ayant été encouragé à mettre en alerte les forces nucléaires dans le contexte du « rattachement » de la Crimée à la Russie, il avait préféré rejeter cette idée ; ou lorsque le politologue Karaganov tient à distinguer la « *propagande* » autour du nucléaire, qui « *va peut-être parfois trop loin* » des positionnements « *corrects* » du pouvoir sur le même sujet²⁷. Pourtant, en ne désavouant pas l'ambassadeur russe à Copenhague (toujours en poste), menaçant le Danemark, s'il décidait de participer au système antimissile de l'OTAN, de voir ses bâtiments de guerre concernés ciblés par les missiles nucléaires russes²⁸, le Kremlin envoie aussi un message et suggère – au minimum – qu'il n'est pas choqué par l'esprit de ses déclarations.

Les manifestations traditionnelles de concurrence inter-armes ou entre industriels – amenant ces acteurs à faire grande publicité autour de leurs « performances » respectives en termes de contribution à la sécurité du pays, voire à les « gonfler », ne sont pas à rattacher à la communication officielle sur la dissuasion stratégique et nucléaire. Elles font toutefois rarement l'objet de « correctifs » de la part des autorités. On peut formuler des hypothèses pour expliquer ce fait : ces positionnements contribuent à l'image de mobilisation nationale autour de l'effort au profit de ce domaine d'importance stratégique ; sur le plan externe, ils alimentent les questionnements des « adversaires » sur l'état réel des moyens sous-tendant, aujourd'hui et à l'avenir, la dissuasion russe et lui offrent une publicité supplémentaire.

Les outils de la communication dans le domaine de la dissuasion stratégique : déploiements, essais, exercices, manœuvres, tirs

A partir de l'explicitation progressive de la notion de « dissuasion stratégique », beaucoup d'experts convergent sur l'idée que la

27. « 2015: A Time of Trouble and a Time of Opportunity », *op. cit.*

28. « Russia Threatens to Aim Nuclear Missiles at Denmark Ships if it Joins NATO Shield », [Reuters](#), 22 mars 2015.

Russie non seulement n'a pas abaissé le seuil d'emploi de ses armes nucléaires, mais l'a peut-être même rehaussé. Cela serait confirmé par le fait qu'il n'y aurait pas eu de dimension nucléaire avérée dans les exercices stratégiques Zapad après celui de 1999 (voir *infra*). Cette évolution est masquée, et par conséquent mise en doute par une partie de la communauté des experts internationaux, du fait des gesticulations et de la rhétorique active et « musclée » de la Russie sur le nucléaire – de façon particulièrement manifeste depuis 2014. Dans le meilleur des cas, on peut considérer avec K. Ven Bruusgaard que « *le seuil russe d'emploi des armes nucléaires pour l'envoi de messages est inférieur à celui de l'Occident* »²⁹, ce qui peut contribuer à alimenter l'incompréhension mutuelle et entretenir la confusion, ce que les autorités russes ne déplorent pas nécessairement (voire ne déplorent pas). On pourrait ainsi dire que cela participe de la « guerre de l'information », qui est l'une des nombreuses composantes de la dissuasion stratégique. En ce sens, lorsque Barack Obama déclare que les États-Unis doivent « *répondre avec détermination aux défis régionaux que, de fait, la Russie présente [et] assurer qu'il n'y ait pas d'escalade à l'heure où, tout d'un coup, les armements nucléaires reviennent dans le débat de politique étrangère* »³⁰ ou lorsque Donald Trump donne l'impression de justifier son intention d'établir une meilleure relation avec la Russie par le risque d'une confrontation nucléaire (« *nuclear holocaust* »)³¹, ils répondent, d'une certaine façon, aux objectifs de Moscou, qui mobilise sciemment et massivement rhétorique et « gesticulations » nucléaires.

Parmi les objectifs de ce positionnement :

- ⇒ Crédibiliser les outils militaires sur lesquels repose la dissuasion stratégique ;
- ⇒ Miner la solidarité et la détermination de l'adversaire et compliquer sa prise de décisions³² (en rendant plus crédible le risque d'un conflit à dimension nucléaire) ; il est ainsi probable que la Russie suppose « *que ses messages nucléaires peuvent lui permettre de créer la discorde au sein de l'OTAN et d'affaiblir le consensus occidental sur la*

manière de répondre à ses actes agressifs »³³, la question étant de savoir si la Russie envisage une possibilité d'actions offensives en considérant que l'adversaire n'osera lui opposer de réponse de peur d'engager une spirale vers un conflit nucléaire³⁴ ;

- ⇒ Exprimer la perception des autorités russes quant à la gravité des enjeux sur tel ou tel théâtre stratégique ; la plus grande fréquence, à forte valeur démonstrative, des essais de matériels, des exercices, des manœuvres traduisent l'acuité et l'urgence perçues des risques auxquels Moscou s'estime soumise³⁵ ; c'est ainsi par exemple que, quelques mois après le discours de V. Poutine à la conférence de sécurité de Munich de 2007 où il avait dénoncé, en substance, l'interventionnisme militaire américain, Moscou a décidé la reprise des patrouilles de bombardiers stratégiques interrompue à la fin de la Guerre froide pour traduire sa perception d'une dramatisation des relations stratégiques avec l'OTAN (tout en adressant au public interne un message évoquant la fermeté du pouvoir national face à l'adversaire américain/otanien) ;
- ⇒ Conforter l'image de la Russie comme grande puissance ayant vocation à peser sur les grands dossiers internationaux ;
- ⇒ Contraindre l'adversaire à un dialogue plus avancé sur des enjeux politico-militaires ou de maîtrise des armements en rehaussant la perception des risques ;
- ⇒ En objectif secondaire, il est fort probable que la Russie cherche à conforter sa suprématie vis-à-vis de ses alliés de l'Organisation du Traité de sécurité collective, qui bénéficient de son parapluie

33. Jacek Durkalec, « Nuclear-Backed “Little Green Men”. Nuclear Messaging in the Ukraine Crisis », [PISM Reports](#), juillet 2015, p. 17.

34. Hypothèse amenée par Paul I. Bernstein et certainement envisagée comme crédible par de nombreux décideurs dans les pays membres de l'Alliance atlantique (« Making Russia Think Twice... », *op. cit.* : « *By raising the specter of nuclear war, Moscow seeks to induce fear, caution and, ultimately paralysis in contemplating opposition to Russian political and military moves* »).

35. Si l'on se concentre ici sur les outils nucléaires, il est à noter cependant que la Russie a procédé de même avec des outils conventionnels pertinents dans le cadre de la dissuasion stratégique au cours des cinq dernières années – déploiement accéléré de systèmes S-300 et S-400 dans des zones jugées particulièrement menacées ; utilisation de systèmes *Kalibr* dans des circonstances opérationnelles ne nécessitant pas leur emploi (fonction clairement démonstrative, cf. les frappes de *Kalibr* à partir de la Caspienne et de la Méditerranée dans le contexte de l'intervention russe en Syrie).

29. « The Myth of Russia's Lowered Nuclear Threshold », *op. cit.*

30. « The Economist Interviews Barack Obama, The President on Dealing with Russia », [The Economist](#), 2 août 2014.

31. Pour la citation complète, voir Matthew Nussbaum, « Trump Raises Specter of 'Nuclear Holocaust' While Talking Russia », [Politico](#), 16 février 2017.

32. C'est d'ailleurs ainsi que l'avait compris le général Breedlove, alors SACEUR, cité à ce propos in Alex Barker, « Nato Says Russian Nuclear Talk Irresponsible », [Financial Times](#), 13 mai 2015.

nucléaire en cas d'attaques contre eux au moyen d'armes de destruction massive.

Depuis la crise de 2014 autour du conflit ukrainien, la Russie considère se trouver de nouveau dans une relation de dissuasion mutuelle avec l'OTAN. Sa réponse, dans ce cadre, ne s'appuie pas uniquement sur une rhétorique rappelant son statut de puissance nucléaire. La communication passe également par de nombreuses démonstrations de force évoquant ce statut. C'est ainsi que les bombardiers stratégiques s'illustrent régulièrement dans des vols à proximité de l'espace aérien d'États membres de l'Alliance, voire de pays partenaires – « *du Japon à Gibraltar, de la Crête à la Californie, et de la Baltique à la mer Noire* », pour reprendre les termes du Secrétaire général de l'OTAN³⁶. Au cours des dernières années, beaucoup de ces vols se sont avérés plus longs, plus complexes – ce qui vise à communiquer sur le caractère opérationnel des capacités russes et sur la perception que la situation dans certaines directions stratégiques s'est détériorée, nécessitant de convaincre de la solidité de la dissuasion russe. Les forces russes entreprennent parfois des manœuvres ambiguës pouvant donner lieu à des interprétations divergentes au sein de l'OTAN – on pense à l'apparente attaque simulée contre deux objectifs militaires au sud de la Suède par deux bombardiers Tu-22 fin mars 2013 ; pour l'OTAN, l'attaque simulée avait un caractère nucléaire³⁷, mais cette analyse est mise en doute par des experts.

De la même façon, les systèmes à capacité double (conventionnel / nucléaire) – Kalibr, Iskander – sont volontiers valorisés dans les exercices militaires (dont la Russie a considérablement renforcé la cadence et l'ampleur au cours des dernières années³⁸). L'ambiguïté qui en découle quant à la vocation desdits exercices cadre parfaitement avec la tendance marquée des autorités russes à entretenir la confusion autour de leurs activités et intentions militaires. En outre, elle n'est pas sans cohérence avec les postulats de la « dissuasion stratégique », qui intègrent dans un même ensemble les différents types de moyens disponibles pour accroître la souplesse de réponse des autorités russes en fonction des diverses contingences auxquelles elles pourraient être confrontées. S'il n'y a pas d'indication allant dans le sens d'une simulation d'un recours à ces armes en mode nucléaire,

36. « Nato Chief Says Russian Nuclear Threats are 'Deeply Troubling and Dangerous' », *AP*, 28 mai 2015.

37. Secretary General's Annual Report 2015, [OTAN](#), 28 janvier 2016, p. 19.

38. Voir Johan Norberg, *Training to Fight. Russia's Major Military Exercises (2011-2014)*, Stockholm, [FOI](#), décembre 2015.

les autorités russes ne peuvent pas ignorer les questionnements que cela va générer de la part des observateurs étrangers... Il en va de même des essais de missiles stratégiques intervenant à proximité temporelle d'exercices militaires conventionnels, que certains experts interprètent volontiers – et peut-être abusivement – comme faisant partie intégrante de ces exercices ou étant à leur rattacher. On peut par exemple mentionner, pour l'exercice Zapad-2017, le test d'un RS-24 lancé depuis un silo le 12 septembre (avant le début de l'exercice), et d'un autre depuis un lanceur mobile le 20 septembre (le jour de la fin de l'exercice). Dans tous les cas, le Kremlin ne peut ignorer que, dans un contexte stratégique tendu, ces essais seront analysés dans une perspective large.

Enfin, l'importance des forces nucléaires dans la stratégie de défense du pays et la détermination des pouvoirs russes quant au besoin d'y consacrer les moyens nécessaires sont nécessairement valorisées lorsque la presse peut faire état de la présence du chef de l'État commandant en chef des armées lors de tests de missiles balistiques, surtout lorsque c'est lui-même qui exécute le lancement de certains d'entre eux (cf. exercice de la triade stratégique fin octobre 2017)...³⁹

Étude de cas : le conflit ukrainien⁴⁰

Les principes de la dissuasion stratégique ont été appliqués dans le cadre de la crise ukrainienne, au cours de laquelle la Russie a employé un certain nombre de leviers non militaires et militaires. L'arme nucléaire, en particulier, se tenait très présente en arrière-plan de l'action menée par la Russie dans cette crise (déclarations, exercices des différentes composantes de la triade stratégique, sorties en grand nombre des bombardiers stratégiques...) – même s'il existe un débat sur la question de savoir s'il faut considérer la crise ukrainienne comme une crise à dimension nucléaire⁴¹. Un « haut responsable de sécurité russe » (« *senior Moscow security official* ») aurait en tout cas confié au *Financial Times*, deux jours avant la fuite du président ukrainien Ianoukovitch, que « l'ingérence occidentale » en Ukraine risquait de déclencher la troisième guerre mondiale, dans

39. Alex Lockie, « Putin Himself Just Test-Launches a Nuclear-Capable Missile Designed to Beat US Defenses », [Business Insider](#), 27 octobre 2017.

40. Cette section s'appuie en partie sur une note réalisée dans le cadre de l'Observatoire de la Dissuasion, Isabelle Facon et Bruno Tertrais, « Y a-t-il un tournant dans la politique russe de dissuasion nucléaire ? », septembre 2015.

41. Voir Jacek Durkalec, « Nuclear-Backed "Little Green Men"... », *op. cit.*, p. 5.

laquelle les armes nucléaires pourraient être utilisées⁴².

Les rappels sur le statut nucléaire de la Russie ont en effet été particulièrement fréquents tout au long de la crise – sur fond d’intense mobilisation diplomatique, d’action massive dans le domaine de l’information, le cyber, et de mobilisation des forces conventionnelles (exercices, mouvements de troupes à la frontière russo-ukrainienne...). Le but de ces « rappels » était de signifier que toute confrontation avec l’OTAN dans le cadre du conflit en Ukraine, confrontation qu’*a priori* la Russie a jugé impossible d’exclure, comporterait potentiellement une dimension nucléaire. Il s’agissait aussi pour Moscou de montrer l’asymétrie des enjeux – autrement dit pour la Russie, l’évolution de la situation en Ukraine touche à ses intérêts stratégiques ; elle n’est que périphérique dans les intérêts des pays occidentaux. Dans ce cadre, multiplier les « signaux nucléaires » visait à dissuader l’OTAN ou des pays membres de l’OTAN d’intervenir militairement en signifiant la détermination de la Russie à défendre coûte que coûte ce qu’elle estime être des intérêts stratégiques.

Durant cette crise, beaucoup des « signaux nucléaires » ont émané du président de la Fédération de Russie en personne, ce qui visait à « incarner », symboliser la gravité de la crise vue de Moscou – aussi bien vis-à-vis du public national que de la communauté internationale. On pense à ses propos lors du forum russe de la jeunesse « Seliger-2014 » : « *Nous devons naturellement être prêts à répondre à toute agression contre la Russie. Nos partenaires ... doivent toujours avoir conscience qu’il est préférable de ne pas entrer dans un conflit potentiel d’aucune sorte contre nous. Heureusement, je ne pense pas que quiconque aujourd’hui ait l’intention de chercher à commencer un conflit majeur contre la Russie. Je veux rappeler que la Russie est l’un des États nucléaires les plus puissants. Ce ne sont pas des mots, mais des réalités. De plus, nous renforçons nos forces de dissuasion nucléaire, nous renforçons nos forces armées ... Nous continuons et continuerons à développer ce potentiel, pas pour menacer qui que ce soit, mais pour nous sentir en sécurité, nous sentir tranquilles et avoir la possibilité de réaliser nos plans de développement économique et social* » (public cible : national et international)⁴³. Il y eut également son interview donnée à plusieurs médias français en juin⁴⁴, ou son intervention

42. « Russia: Putting the ‘Nuclear Gun’... », *op. cit.*

43. Forum Russe de la Jeunesse « Seliger-2014 », [Kremlin](#), 29 août 2014.

44. Interview exclusive de Vladimir Poutine, [Europe 1](#) et TF1, 4 juin 2014 : « *Dans le monde contemporain, l’influence est déterminée en premier lieu par des*

lors de la réunion annuelle du club international de discussion Valdai (tribune orientée vers l’international par excellence), le 24 octobre 2014, où il rappela également les implications du statut de « superpuissance nucléaire » de son pays⁴⁵. Quelques jours plus tôt, dans une interview donnée au quotidien serbe *Politika*, le chef de l’État russe a déclaré espérer « *que nos partenaires réaliseront la futilité des tentatives de faire du chantage à la Russie et se souviendront des conséquences que la discorde entre les grandes puissances nucléaires pourrait avoir pour la stabilité stratégique* »⁴⁶.

Surtout, en mars 2015, Vladimir Poutine, dans un documentaire produit à l’occasion du premier anniversaire de l’annexion de la Crimée (*Krym’ – pout’ na rodinou*⁴⁷), expliquant sa décision, le 23 février 2014, de préparer l’opération sur la péninsule, indique qu’il n’avait pas de certitude à l’époque quant à la question de savoir si l’Occident allait réagir militairement et qu’il se devait, dans la préparation des instructions aux forces armées, de prendre en considération tous les scénarios – y compris les plus sombres – quant à la possible évolution de la situation. Et de souligner qu’il avait été question de placer les forces nucléaires en état d’alerte : « *nous étions prêts à le faire* ». Dans le même temps, il indique, dans ce reportage, que, bien que son entourage militaire l’ait incité à utiliser « *tous les moyens disponibles* » pour démontrer la détermination de la Russie à défendre ses intérêts nationaux, il en avait décidé autrement, estimant que « *cela aurait contredit nos propres intérêts* »⁴⁸.

Par la suite, les autorités russes ont insisté sur le fait qu’elles pouvaient, si elles en ressentaient la nécessité, déployer des systèmes à capacité nucléaire sur la péninsule de Crimée. Sergeï Lavrov, en décembre 2014, interrogé

facteurs tels que l’économie, la défense, l’influence humanitaire. ... Pour ce qui concerne la capacité de défense de la Russie, notre pays est de ce point de vue, incontestablement, l’un des leaders dans le monde, parce que c’est une puissance nucléaire, et par la qualité de notre armement nucléaire nous occupons réellement, peut-être, la première place dans le monde... ».

45. Meeting of the Valdai International Discussion Club, [Kremlin](#), 24 octobre 2014.

46. Interview to *Politika* newspaper, [Kremlin](#), 15 octobre 2014.

47. Crimée, le chemin vers la patrie, *Rossiia 1*, 2015.

48. « Poutine : Rossiia mogla privesti v boegotovnost’ iadernoe oroujje dlja zachtchity Kryma » [Poutine : la Russie pouvait mettre en état d’alerte ses armes nucléaires pour défendre la Crimée], *Vzgliad*, 15 mars 2015 ; « Poutine : my mogli privesti v boegotovnost’ iadernoe oroujje, zachtchichtchaia Krym » [Poutine : nous pouvions mettre en état d’alerte les armes nucléaires pour défendre la Crimée], *Vesti*, 15 mars 2015.

sur cette possibilité, a répondu : « *la Crimée fait maintenant partie d'un pays qui dispose de tels armements dans le cadre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Et en vertu du droit international, l'État russe a toute latitude pour disposer de son arsenal nucléaire légitime en conformité avec ses intérêts et ses obligations légales internationales* »⁴⁹. La position est réitérée plus tard par le directeur des questions de non-prolifération et de maîtrise des armements du ministère des Affaires étrangères, Mikhaïl Oulianov (en mars⁵⁰ et en avril 2015⁵¹). Sergeï Choïgou, le ministre de la Défense, a, pour sa part, déclaré en octobre 2014 que la Russie pouvait déployer des Tu-22M3 (bombardier à double capacité) partout où elle le souhaitait sur son territoire⁵². Par ailleurs, quand le commandant en chef des Forces de missiles stratégiques indique que la Russie n'a pas l'intention de déployer des unités de ses forces de missiles stratégiques en Crimée, il ne fait que renforcer les questionnements sur la possible installation de systèmes nucléaires non stratégiques ou à double capacité⁵³. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, la question se pose toujours de la possible « nucléarisation » de la péninsule.

49. « *Crimea Became Part of Russia, which Has Nuclear Weapons according to NPT – Lavrov* », *Interfax-AVN*, 15 décembre 2014.

50. « *Crimea Will Place Nuclear Weapons on its Territory on President's Orders – Official* », *RIA Novosti*, 27 mars 2015 ; « *MID Rossii zaiavil, chto strana imeet pravo na razmechtchenie iadernogo vooroujenia v Krymu* » [Le MAE de Russie déclare que le pays a le droit de déployer des armes nucléaires en Crimée], *Kommersant'*, 1^{er} juin 2015. Le général Ivachov, ancien responsable de la coopération militaire internationale au sein du Ministère de la Défense, a déclaré que rien n'empêche, *de jure*, la Russie de déployer des armes nucléaires tactiques utilisables sur des plates-formes aériennes et navales en Crimée – même s'il estime que ce serait là une « *mesure extrême* » (cité in Vladimir Moukhine, « *Krym mojet poloutchit' iadernyi status* » [La Crimée pourrait obtenir un statut nucléaire], *Nezavisimaïa Gazeta*, 4 avril 2014). On peut aussi noter que le « président de la république de Crimée » a indiqué qu'il accepterait le déploiement d'armes nucléaires en Crimée si le président de la Russie l'ordonnait.

51. « *Nous considérons la Crimée comme partie de la Fédération de Russie. La Russie a naturellement le droit de déployer des armes nucléaires sur son territoire si elle l'estime nécessaire, dans n'importe quelle région. J'ignore s'il y a là-bas des armes nucléaires actuellement, je ne suis pas au fait de plans de cette nature, mais en principe, nous nous fondons sur le fait que nous avons ce droit bien que, évidemment, Kiev pense autrement* » (« *MID RF : Krym – tchast' Rossii, na svoei territorii RF imeet pravo razmechtchat' iadernoe oroujje* » [MAE russe : la Crimée est une partie de la Russie, la FR a le droit de déployer des armes nucléaires sur son territoire], *Tass*, 11 avril 2015).

52. Cité in « *Perevooroujenie Kryma dochlo do Ameriki* », *Kommersant'*, 20 octobre 2014.

53. « *Russia Not to Deploy Units of Strategic Missile Forces in Crimea: Commander* », *Sputnik News*, 16 décembre 2014.

Le climat de tension ainsi entretenu est alimenté par des déclarations d'officiels qui confinent à la menace. Ainsi, quand le vice-Premier ministre Rogozine déclare, en mai 2014, alors que la Roumanie lui a interdit le survol de son territoire, qu'il se déplacerait, la prochaine fois, en bombardier stratégique Tu-160. Au plus fort de la crise, les messages nucléaires ont été relayés, d'une façon qu'on peut supposer plus ou moins coordonnée avec le pouvoir exécutif selon les cas, par différentes personnalités – du présentateur Kisieliev (coordonné) au député Vladimir Jirinovskii, député nationaliste, plusieurs fois candidat à la présidentielle et coutumier des propos provocateurs, déclarant que les États baltes et la Pologne seraient « condamnés », « anéantis » en cas de guerre entre l'Occident et la Russie (probablement pas coordonné)⁵⁴. Il est possible que les autorités russes aient pu trouver un intérêt à l'expression de ce type de propos, peu conformes à la retenue qui d'ordinaire caractérise le discours de responsables politiques sur les armements nucléaires, considérant qu'ils nourrissaient un effet recherché par le Kremlin (impressionner l'adversaire – l'Ukraine, l'OTAN, ses pays membres) et, en contribuant à hystériser le débat, appuyaient l'idée que la crise en cours touchait à des intérêts stratégiques majeurs du point de vue russe.

En 2014, les bombardiers stratégiques russes ont défié les défenses aériennes de pays membres de l'OTAN à un rythme particulièrement intense, dans des formations plus complètes, réalisant des vols parfois complexes⁵⁵. Le 9 juin, deux Tu-95 *Bear* ont volé à grande proximité de la côte californienne – soit le vol le plus rapproché d'une côte américaine depuis la fin de la Guerre froide⁵⁶. Début septembre 2014, deux Tu-95, frôlant l'Islande, le Groenland et le Canada, se sont exercés à des frappes de missiles de croisière contre les États-Unis⁵⁷. Entre autres événements marquants, on peut aussi mentionner, fin octobre 2014, la présence de Tu-95 survolant la côte de l'Europe du nord au sud (Portugal ; la situation avait été dramatisée par le déploiement de ravitailleurs Il-78M en Égypte, suggérant que les bombardiers

54. « *Poland Asks Russia to Explain Politician's Threat to 'Wipe Out' Baltics* », *Moscow Times*, 13 août 2014.

55. Revue Stratégique de défense et de sécurité nationale, *Ministère de la Défense*, 2017.

« *L'Atlantique Nord voit également une recrudescence des activités russes (vols de bombardiers stratégiques, déploiements de sous-marins), jusqu'aux approches nationales.* »

56. Bill Gertz, « *Russian Strategic Bombers near Canada Practice Cruise Missile Strikes on US* », *The Washington Free Beacon*, 8 septembre 2014.

57. Ibid.

allaient peut-être poursuivre leur patrouille jusqu'en Méditerranée⁵⁸) ; le vol de deux *Bear*, en novembre 2014, patrouillant à proximité de l'île de Guam⁵⁹ ; le survol de la Manche par deux autres Tu-95 le 28 janvier 2015. Les vols de bombardiers stratégiques à proximité des pays de l'OTAN (voire incursions) ou de pays alliés des États-Unis ont été particulièrement nombreux dans la période 2014-2015⁶⁰.

Pour certains observateurs, les exercices des forces stratégiques intervenus au plus fort de la crise « Ukraine/Crimée » ne sont pas à interpréter comme participant de la communication stratégique. Pourtant en temps de crise, même des actions militaires de routine préalablement planifiées⁶¹ prennent nécessairement une dimension différente. Rien que pour 2014, on peut mentionner l'exercice mobilisant les forces de missiles stratégiques en mars⁶² ; l'exercice de commandement et de contrôle de mai 2014 pour la triade stratégique (en présence de V. Poutine et conclu par une validation de S. Choïgou : « *Cela atteste du haut degré de préparation technique de l'ensemble des forces nucléaires stratégiques* »⁶³) ; le tir d'un Boulava en septembre 2014 ; les essais conduits en novembre 2014 (un Topol-M, un Boulava, un Sineva, en parallèle de manœuvres de bombardiers stratégiques)... En tout état de cause, on peut partager l'avis du chercheur J. Durkalec pour qui « *les efforts de diplomatie publique de la Russie ont été alignés avec assez de compétence pour donner l'impression que ces essais, qui certainement avaient été programmés avant, avaient un timing destiné à envoyer des signaux forts* »⁶⁴. Dans certains cas, on peut discerner une correspondance avec des événements particulièrement chargés politiquement – ce qui peut valider la thèse d'une Russie qui joue la carte de l'intimidation nucléaire : mars 2014 – référendum illégal en Crimée ; mai 2014 – élection présidentielle ukrainienne ; septembre 2014 – sommet de

58. Bill Gertz, « Russian Bombers Threaten Guam », [The Washington Free Beacon](#), 19 novembre 2014.

59. Les observateurs rattachant ce vol au sommet du G-20 à Brisbane. Cela s'était déjà produit en février 2013 (voir *Ibid.*).

60. Voir la liste établie par Jacek Durkalec, « Nuclear-Backed "Little Green Men"... », *op. cit.*, p. 10 et suiv.

61. Argument avancé par Vladimir Poutine pour les exercices de mai 2014, qui selon lui auraient été décidés et scénarisés dès novembre 2013 (visite au Centre national de gestion de la défense, 8 mai 2014, site du Kremlin).

62. Voir Zachary Keck, « Russia's Military Begins Massive Nuclear War Drill », [The Diplomat](#), 29 mars 2014.

63. « [Number of Precision Weapon Delivery Vehicles to Increase Fourfold before 2021 – Shoigu](#) », *Interfax-AVN*, 8 mai 2014.

64. « Nuclear-Backed "Little Green Men"... », *op. cit.*, pp. 14-15.

l'OTAN au Pays de Galles (sur fond de tensions russo-occidentales aiguisées par la destruction du MH17 et la reprise des hostilités dans le Donbass) et exercice *Rapid Trident* en Ukraine (exercice annuel prenant, lui aussi, une dimension singulière dans un contexte de conflit et de forte tension internationale).

Par ailleurs, certains experts supposent que d'autres exercices réalisés dans la même période, bien que ne mettant pas en œuvre les forces stratégiques⁶⁵, étaient cependant porteurs de messages nucléaires du fait qu'ils mobilisaient des systèmes à double capacité (par exemple exercices surprise à Kaliningrad en décembre 2014, avec déploiement de systèmes Iskander). Si rien ne permet d'indiquer que ces systèmes aient été utilisés en mode nucléaire, on peut cependant convenir avec ces observateurs que « *Des exercices engageant des systèmes à capacité nucléaire, surtout à proximité du voisinage de l'OTAN, peuvent viser à créer l'impression que les armements nucléaires non stratégiques de la Russie sont en état de haute disponibilité* », et en tout cas à susciter de l'ambiguïté et de la tension⁶⁶.

La Russie a très tôt montré qu'elle considérait la crise ukrainienne non pas comme un conflit bilatéral avec un voisin mais comme un affrontement politique et stratégique l'opposant aux pays occidentaux. Ainsi, cette crise, touchant aux intérêts stratégiques perçus de la Russie, a conduit à la formation d'un environnement paradoxal l'amenant à mettre en avant son statut et ses moyens nucléaires (stratégiques et non stratégiques) alors même qu'elle évoluait vers une politique de défense moins fortement axée sur les options offertes par le nucléaire. On peut certainement attribuer certaines déclarations et certains agissements des autorités russes dans le contexte de la

65. Pour un récapitulatif des principaux exercices conduits par les forces russes entre 2014 et 2016, voir « Major Russian Exercises Conducted Since 2014 in Its European Territory and Adjacent Areas », [European Leadership Network](#), février 2016.

66. Cette source, qui estime que cela signifie peut-être que « *leur seuil d'emploi est inférieur à ce qui est évoqué dans la doctrine militaire de 2014* », mentionne, en l'occurrence, les exercices de mai et juin 2014 dans lesquels les forces russes réalisaient des frappes coordonnées de missiles Iskander et de missiles de croisière aériens ; la participation de Tu-22 dans d'autres exercices en juin, ou celle de Tu-95 en juillet 2014 à un exercice mettant en scène des attaques contre une cible en mer Noire (avec les forces aériennes, les forces terrestres et les forces navales), ou encore ceux qui se sont tenus à Kaliningrad en décembre 2014 incluant des Iskander redéployés à partir de la « Russie continentale » (« Nuclear-Backed "Little Green Men"... », *op. cit.*, p. 14).

crise en Ukraine à un climat émotionnel tendu à l'échelle du pays, touchant jusqu'aux autorités – « l'enjeu ukrainien » pesant particulièrement lourd dans les représentations stratégiques, historiques de la Russie. Cela étant dit, la posture russe valorisant le nucléaire a été mue principalement par des motifs parfaitement rationnels. Elle a visé à envoyer des messages aux puissances occidentales quant à sa détermination dans cette crise et quant à la puissance des enjeux qu'elle comporte au sens de Moscou. Il s'agit d'insister sur le fait que les pays occidentaux ne peuvent gérer la crise ukrainienne de la même manière que s'ils avaient en face d'eux un État non détenteur de l'arme nucléaire.

Ce choix d'une posture fortement « nucléarisée », qui perdure aujourd'hui même si le pic de tension sur l'Ukraine est passé, traduit en creux, aussi, certaines réalités. Tout d'abord la conviction de Moscou que, dans le nouveau contexte stratégique et militaire en Europe issu de cette crise, elle va être durablement soumise à une forte pression politique et militaire occidentale. Et en parallèle, le fait que si les forces conventionnelles russes vont mieux et vont continuer leur redressement, les outils conventionnels de la dissuasion stratégique restent à consolider.

Plus généralement, s'il n'y a pas de doctrine formelle de communication sur la dissuasion stratégique, force est néanmoins de constater qu'il existe une forme de consensus en Russie sur l'intérêt d'une telle communication comme outil de sécurité dans le sens où elle permet :

- ⇒ d'une part de renforcer la dissuasion stratégique par une active communication par les actes (exercices de missiles, patrouilles de bombardiers, etc.) doublée d'une rhétorique « nucléarisée » démonstrative (démonstrative de la détermination du pays, de sa perception d'un environnement de sécurité dégradé nécessitant une mobilisation maximale et cohérente de tous les outils disponibles), le tout sur fond d'une parole sur la doctrine nucléaire délibérément plus rare ;
- ⇒ d'autre part, de renforcer l'unité entre pouvoir et société en insistant indirectement, par la mise en avant du facteur nucléaire, sur la gravité de la situation

stratégique dans laquelle se trouve le pays. Cela permet de renforcer l'effet de soutien de la population aux autorités politiques en dramatisant le climat de tension et l'idée d'une menace pesant contre le pays, nécessitant la cohésion nationale sous la houlette d'un pouvoir fort. En 2014, un sondage de la Fondation pour l'opinion publique (FOM) indiquait que 64 % des Russes estimaient qu'il existait un risque de guerre nucléaire (non : 20 %) ; et 52 % – que le danger nucléaire émanait des États-Unis (contre 12 % – la Corée du Nord ; 9 % – le Pakistan ; 5 % – Israël) ; 53 % que le niveau de risque nucléaire avait augmenté (baissé : 7 %)...

Ainsi, la « gesticulation nucléaire » récente de la Russie semble entrer « idéalement » dans les objectifs de la dissuasion stratégique, qui sont larges et multiples : « *les mesures de dissuasion stratégique sont entreprises par le sujet de manière permanente, en temps de paix comme en temps de guerre, et pas uniquement pour prévenir une action de force porteuse ou susceptible d'être porteuse d'un dommage d'envergure stratégique, mais aussi pour contenir l'objet [l'adversaire] dans un certain cadre ainsi que pour assurer la désescalade d'un conflit militaire* »⁶⁷. Dans ce contexte, une communication rhétorique désordonnée (déclarations contradictoires des responsables, déclarations à l'emporte-pièce d'acteurs politiques ou médiatiques...) ne semble pas être considérée par les autorités russes comme un problème ou un handicap mais (et la « guerre de l'information » n'est pas loin) comme un appui, dans le sens où elle contribue à cultiver le doute sur les intentions de la Russie, dont on rappellera, avec Pierre Hassner, qu'elle « *préfère être crainte qu'être aimée* »⁶⁸.◇

67. Encyclopédie des RVSN, site officiel du ministère russe de la Défense, op. cit.

68. Interview de P. Hassner par M. Semo, « La Russie préfère être crainte qu'être aimée », *Libération*, 20 septembre 2008. Le politologue S. Karaganov confirme en substance cette tournure – « *la démonstration par la Russie de ce qu'elle est prête à défendre résolument [ses] intérêts vitaux n'a pas amené l'Occident à l'aimer davantage mais cela a accru sa peur de la Russie et, par conséquent, sa disposition à respecter les intérêts russes* » (« 2015: A Time of Trouble and a Time of Opportunity », op. cit.).

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS